

CAMEROUN

**PAUL BIYA, 92 ANS, ENTAME UN
HUITIÈME MANDAT MALGRÉ
UNE ÉLECTION CONTESTÉE.**

TANZANIE

**SAMIA SULUHU HASSAN INVESTIE
MALGRÉ LA CONTESTATION,
L'OPPOSITION ÉVOQUE UN «
HOLD-UP ÉLECTORAL »**

GUINÉE

**FIN DU SUSPENSE, MAMADI
DOUMBOUYA OFFICIALISE SA
CANDIDATURE À LA
PRÉSIDENTIELLE DU 28 DÉCEMBRE.**

NIGERIA

**115 AGENTS DU
RENSEIGNEMENT INTÉRIEUR
LICENCIÉS APRÈS DES
SOUPÇONS DE COMLOT
MILITAIRE.**

GRAND FORMAT *Sénégal*

**LA DETTE CACHÉE QUI ÉBRANLE LA CRÉDIBILITÉ D'UN MODÈLE
AFRICAIN**



LES RENDEZ-VOUS SANTÉ DU CMPL

1ère Édition

Thème

Le diabète, une affaire de tous :
comprendre, prévenir et mieux vivre

AU PROGRAMME

- Dépistage gratuit (glycémie, tension artérielle, IMC)
- Ateliers d'éducation thérapeutique
- Échanges avec des professionnels de santé
(Nutrition, sport, bien-être, naturopathie)

inscription gratuite



SAMEDI 15 NOVEMBRE 2025
DE 13H À 17H



CENTRE MÉDICAL PAUL LANGERHANS (CMPL)

Cité Synatrésor, Riviera Faya – non loin de l'école Jules Verne



07 10 78 14 06 / 27 22 34 55 60

Table des matières

04 EDITO

05 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

17 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui — croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

23 GRAND FORMAT - *SÉNÉGAL*

Une enquête exclusive sur les dessous d'un scandale financier : comment le pays s'est retrouvé au cœur d'une crise de transparence budgétaire qui interroge toute la gouvernance africaine.

31 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

EDITO



**DR.
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel Mian



01 CAMEROUN
Paul Biya, 92 ans, entame un huitième mandat malgré une élection contestée.

02 TANZANIE
Samia Suluhu Hassan investie malgré la contestation, l'opposition évoque un « hold-up électoral »

03 GUINÉE
Fin du suspense, Mamadi Doumbouya officialise sa candidature à la présidentielle du 28 décembre.

04 NIGERIA
115 agents du renseignement intérieur licenciés après des soupçons de complot militaire.

05 MALI
Assimi Goïta sort du silence face à la crise du carburant.

06 CÔTE D'IVOIRE
PPA-CI — Arrestation de Damana Pickass pour appels à l'insurrection

Cameroun : Paul Biya, 92 ans, entame un huitième mandat malgré une élection contestée



Le président camerounais Paul Biya, âgé de 92 ans, a prêté serment ce jeudi 6 novembre pour un huitième mandat consécutif, prolongeant ainsi un règne ininterrompu de plus de quarante-trois ans. Sa réélection controversée du 12 octobre continue toutefois de plonger le pays dans un climat de tension politique et de méfiance populaire.

Une victoire officiellement à 53,66 %

Selon les chiffres publiés par le Conseil constitutionnel, Paul Biya aurait remporté le scrutin avec 53,66 % des suffrages. Mais son principal rival, Issa Tchiroma Bakary, ancien ministre devenu figure de l'opposition, conteste fermement ces résultats et revendique lui aussi la victoire.

« Il y a désormais deux présidents : celui élu par le peuple camerounais, que je suis, et celui désigné par le Conseil constitutionnel, que vous connaissez », a-t-il déclaré mercredi sur ses réseaux sociaux.

Un pays sous tension

À la suite de la proclamation des résultats, le 27 octobre, des manifestations sporadiques ont éclaté dans plusieurs villes du pays, notamment à Douala, Garoua et Bafoussam. Ces rassemblements, menés principalement par de jeunes partisans de l'opposition, ont été violemment réprimés par les forces de sécurité.

Le gouvernement a reconnu des « pertes en vies humaines », sans toutefois communiquer de chiffres ni de précisions sur les lieux ou les circonstances.



L'opposition traquée, la rue divisée

Depuis, Issa Tchiroma Bakary a lancé un appel à trois journées de « villes mortes », de lundi à mercredi. Le mot d'ordre a été diversement suivi : fortement observé à Garoua et Douala, il l'a été beaucoup moins à Yaoundé, où les activités économiques et scolaires ont repris normalement.

La localisation actuelle de l'opposant demeure inconnue. Selon un de ses porte-parole, il serait « en mouvement ». Les autorités ont, pour leur part, annoncé l'ouverture de poursuites judiciaires contre lui pour « appels répétés à l'insurrection ».

Inquiétudes internationales

L'International Crisis Group (ICG) a mis en garde contre un risque accru d'aggravation des troubles, soulignant des incohérences dans les résultats officiels et des chiffres jugés « étonnants » par plusieurs organisations de la société civile.

Déjà fragilisé par la crise séparatiste anglophone, le Cameroun pourrait, selon l'ICG, entrer dans une nouvelle phase d'instabilité politique.

L'Union européenne, l'Union africaine et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme ont, de leur côté, condamné la répression et appelé à l'ouverture d'une enquête indépendante sur les violences postélectorales.

Tanzanie : Samia Suluhu Hassan investie malgré la contestation, l'opposition évoque un « hold-up électoral »

La présidente élue Samia Suluhu Hassan a prêté serment ce lundi 3 novembre à Dodoma, la capitale politique de la Tanzanie, au terme d'un scrutin présidentiel vivement contesté.

Contrairement aux précédentes investitures, la cérémonie s'est tenue à huis clos, sans public, dans un espace militaire plutôt que dans un stade. Selon la télévision publique, les tribunes étaient essentiellement occupées par des militaires, dans un décor austère où quelques podiums tentaient de dissimuler le vide ambiant.

D'après la commission électorale, Samia Suluhu Hassan aurait remporté 97,66 % des suffrages, un résultat dénoncé par l'opposition comme une « parodie de démocratie » et un « hold-up électoral ».

Les deux principaux rivaux politiques avaient été neutralisés avant le vote. Tundu Lissu, chef du parti Chadema, a été emprisonné et inculpé de trahison, un crime passible de la peine de mort. Luhaga Mpina, candidat du parti ACT Wazalendo, a quant à lui été disqualifié.

L'opposition affirme que de nombreuses irrégularités ont entaché le scrutin, aussi bien dans le dépouillement que dans le taux de participation. La commission électorale évoque un taux de participation de 87 %, un chiffre démenti par les observateurs internationaux et les médias étrangers, qui ont constaté une faible affluence dans plusieurs bureaux de vote.

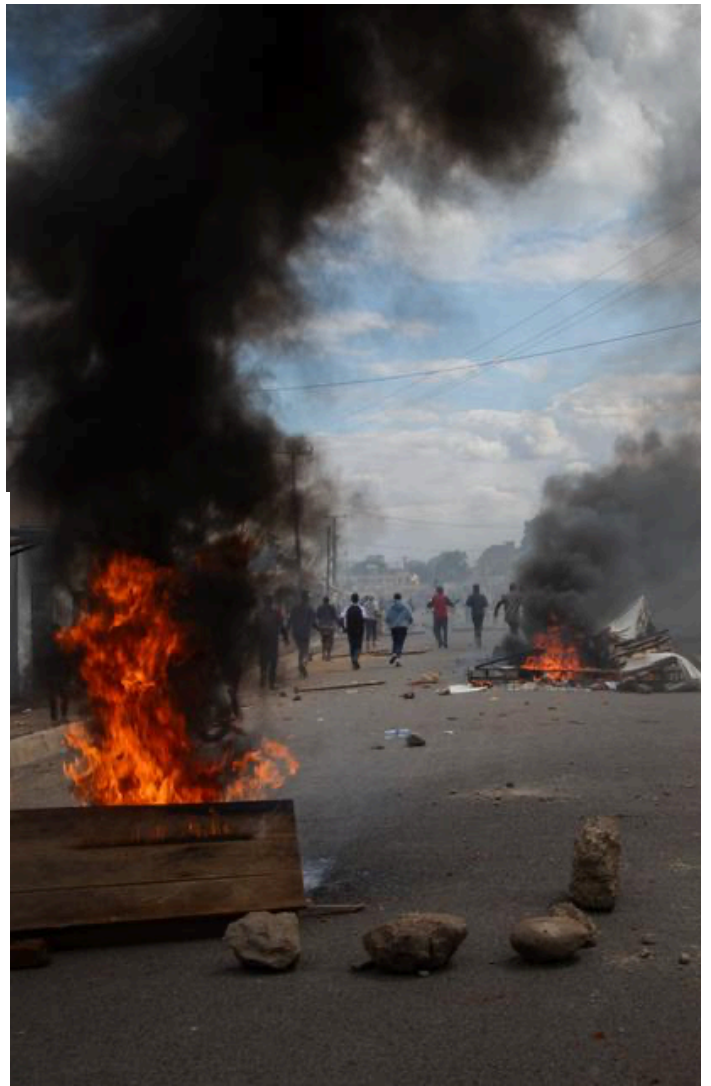


Des violences meurtrières après le scrutin

La semaine précédant l'investiture a été marquée par une répression sanglante des manifestations dénonçant la victoire du pouvoir sortant.

Selon le parti Chadema, au moins 700 manifestants auraient été tués en trois jours, un bilan que des sources sécuritaires et diplomatiques jugent crédible, certaines évoquant même jusqu'à un millier de morts. Les autorités, elles, nient toute violence. « Il n'y a eu aucun usage excessif de la force. Je n'ai pas vu ces 700 morts », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Mahmoud Thabit Kombo.

Une coupure d'internet, imposée depuis plusieurs jours, empêche la circulation d'informations et, selon certaines sources, servirait à traquer les membres de l'opposition détenant des preuves vidéo des exactions. Les écoles et les transports publics demeurent fermés, tandis que Dar es Salaam et les principales villes du pays connaissent un calme précaire.



Condamnations internationales et inquiétudes croissantes

La communauté internationale s'inquiète du climat de terreur entourant la transition politique.

Le pape Léon XIV, lors de la prière dominicale, a évoqué « les nombreuses victimes des affrontements post-électorales » et dit prier « pour la paix en Tanzanie ».

De son côté, Amnesty International a dénoncé une « vague de terreur » précédant le vote, marquée par des disparitions forcées, des arrestations arbitraires, des actes de torture et même des exécutions extrajudiciaires.

D'un espoir d'ouverture à une présidence autoritaire

Première femme à diriger la Tanzanie, Samia Suluhu Hassan avait accédé au pouvoir en 2021 à la suite du décès de son mentor, John Magufuli.

Saluée à ses débuts pour avoir assoupli certaines restrictions imposées par son prédécesseur, elle est aujourd'hui accusée d'avoir resserré son emprise sur le pays et d'avoir muselé l'opposition à l'approche du scrutin.

Alors qu'elle s'apprête à entamer un nouveau mandat, la Tanzanie, plongée dans un silence imposé, retient son souffle entre promesse de stabilité et peur d'un régime de plus en plus autoritaire.

Guinée : Fin du suspense, Mamadi Doumbouya officialise sa candidature à la présidentielle du 28 décembre



Le faux suspense a pris fin. Le général Mamadi Doumbouya, chef de la junte au pouvoir depuis 2021, a confirmé ce lundi 3 novembre sa candidature à l'élection présidentielle guinéenne, prévue pour le 28 décembre prochain.

L'annonce, attendue depuis plusieurs semaines, met un terme à ce qui n'était qu'un secret de Polichinelle. Le dirigeant, arrivé au pouvoir à la suite du coup d'État ayant renversé Alpha Condé, a officiellement déposé son dossier de candidature auprès de la Cour suprême, franchissant ainsi une étape décisive vers une légitimation électorale de son pouvoir.

Quatre ans de transition militaire

Quatre ans après avoir pris les rênes du pays, le scrutin de décembre est censé marquer le retour à l'ordre constitutionnel et la fin de la transition militaire. Pourtant, celle-ci devait initialement conduire à un transfert du pouvoir à des autorités civiles.

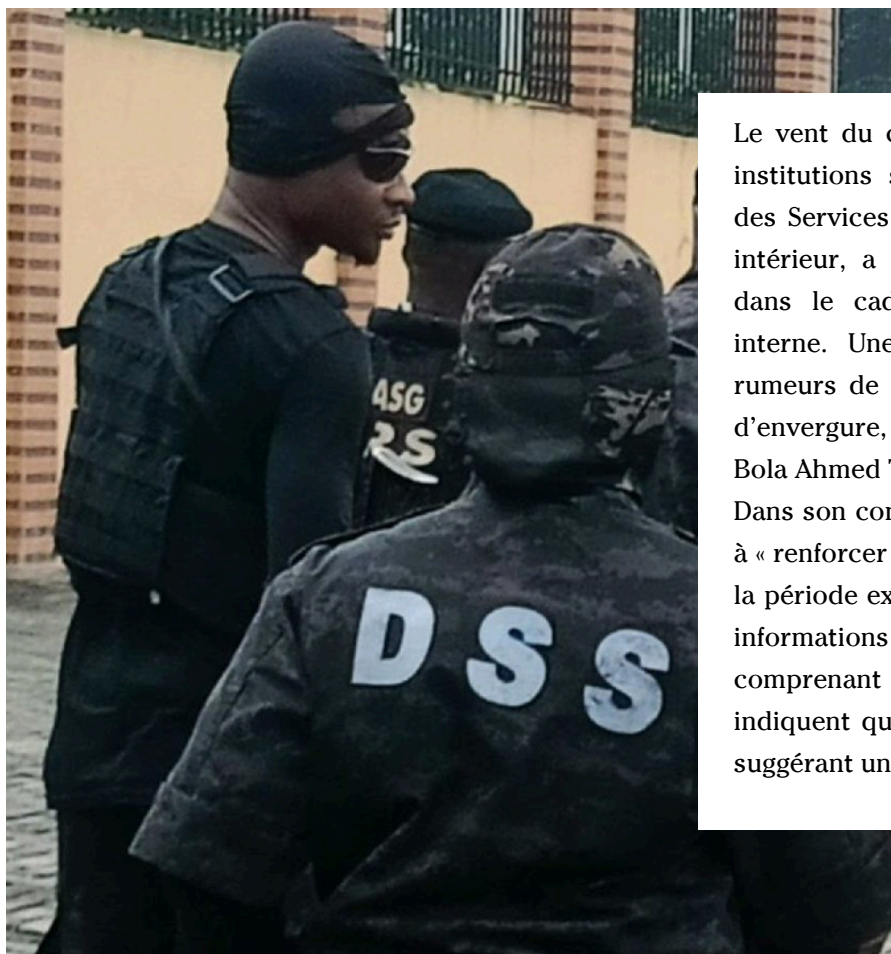
Mais la nouvelle Constitution, adoptée par référendum en septembre, a profondément redessiné le paysage politique guinéen. Ce texte, vivement critiqué par l'opposition et la société civile, permet désormais à Mamadi Doumbouya de se présenter à la magistrature suprême, ouvrant ainsi la voie à une continuité du pouvoir sous une forme électorale.

Une candidature controversée

Pour de nombreux observateurs, cette candidature confirme la volonté du général de pérenniser son influence sur le pays, malgré les engagements initiaux de la junte à restaurer un régime civil.

Le scrutin du 28 décembre s'annonce dès lors comme un moment décisif pour l'avenir politique de la Guinée, où s'affrontent désormais deux visions : celle d'un pouvoir militaire cherchant sa légitimité dans les urnes, et celle d'une opposition qui redoute un retour au présidentielisme fort.

Nigeria : 115 agents du renseignement intérieur licenciés après des soupçons de complot militaire



Le vent du changement continue de souffler sur les institutions sécuritaires nigérianes. Le Département des Services de l'État (DSS), pilier du renseignement intérieur, a annoncé le licenciement de 115 agents dans le cadre d'une vaste opération de réforme interne. Une décision qui intervient sur fond de rumeurs de coup d'État et de remaniement militaire d'envergure, ordonné récemment par le président Bola Ahmed Tinubu.

Dans son communiqué, le DSS évoque un effort visant à « renforcer la discipline et l'efficacité » de l'agence. Si la période exacte des renvois n'a pas été précisée, les informations publiées sur le site officiel du service — comprenant les noms, photos et dates de départ — indiquent que certains cas remontent à avril dernier, suggérant une purge progressive et planifiée.

Un climat de suspicion

Ces renvois massifs ne sont pas anodins. Ils surviennent quelques semaines à peine après un vaste remaniement des forces armées, au cours duquel plusieurs hauts gradés ont été relevés de leurs fonctions. Cette recomposition du commandement militaire, présentée comme un simple ajustement stratégique, coïncide pourtant avec une intensification des rumeurs de complot militaire à Abuja.

Selon plusieurs médias locaux, une quinzaine d'officiers auraient été arrêtés pour leur rôle présumé dans une tentative de renversement du pouvoir civil. Une version que l'armée et la présidence ont catégoriquement démentie, évoquant de simples « procédures disciplinaires internes » sans lien avec un quelconque coup d'État.

Tinubu resserre les rangs

Pour de nombreux analystes, ces licenciements traduisent avant tout la volonté du président Tinubu de reprendre la main sur l'appareil sécuritaire. Depuis son arrivée au pouvoir, le chef de l'État s'efforce de consolider son autorité sur les institutions militaires et de renseignement, souvent accusées de manque de cohésion et d'ingérence politique.

« Cette série de renvois est un signal clair : Tinubu veut des services de sécurité disciplinés et loyaux », analyse un expert en sécurité basé à Lagos. « Dans un pays où les forces armées ont longtemps joué un rôle politique, il cherche à imposer une nouvelle culture de responsabilité. »



Un contexte sécuritaire explosif

Le Nigeria reste confronté à de multiples crises sécuritaires. Dans le Nord-Est, les groupes djihadistes Boko Haram et État islamique en Afrique de l'Ouest poursuivent leurs attaques. Le Centre est miné par des violences communautaires, tandis que le Sud fait face à la criminalité armée et aux enlèvements.

Dans un tel contexte, la stabilité des institutions de sécurité est cruciale. Le gouvernement veut éviter tout signe de fragilité interne susceptible de raviver les ambitions putschistes ou d'alimenter la défiance de la population.

Vers une refonte du renseignement nigérian ?

Selon plusieurs sources proches du DSS, la vague de licenciements pourrait n'être qu'une première étape. Une refonte plus large du système de renseignement serait en préparation, avec pour objectif de mieux coordonner les différentes agences et de moderniser les méthodes d'analyse et de surveillance. Des nominations stratégiques pourraient suivre dans les prochains mois.

En attendant, la présidence Tinubu garde le silence. Officiellement, aucune réaction n'a été publiée. Mais dans les cercles proches du pouvoir, le message serait clair : tolérance zéro pour l'indiscipline et la trahison. Une ligne dure qui vise à consolider l'appareil d'État, alors que le pays tente d'éviter le spectre du chaos politique.



Mali : Assimi Goïta sort du silence face à la crise du carburant



Après plusieurs semaines de silence, le président de la transition malienne, le général Assimi Goïta, s'est exprimé lundi 3 novembre pour la première fois sur la grave pénurie de carburant qui paralyse le pays depuis septembre. Une crise provoquée par un blocus imposé par les groupes jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affiliés à Al-Qaïda au Sahel.

Lors d'une allocution prononcée à Bougouni, dans le sud du pays, à l'occasion de l'inauguration de mines de lithium, le chef de la junte a appelé la population au calme et à la résilience.

« Ces forces du mal ne cherchent qu'à déstabiliser le Mali et à entraver son développement », a-t-il déclaré, dénonçant ce qu'il a qualifié de « guerre psychologique ».

Assimi Goïta a également exhorté les Maliens à ne pas céder à la peur et à faire preuve de solidarité dans cette période difficile. Selon lui, « le gouvernement travaille à trouver des solutions aux difficultés actuelles, mais certaines réponses doivent aussi venir des familles ».

Un blocus qui paralyse le pays

Depuis la mise en place du blocus en septembre, le Mali traverse une situation sans précédent. Bamako, longtemps épargnée grâce à son statut prioritaire dans l'approvisionnement en carburant, est désormais touchée au même titre que les autres régions. Stations-service fermées, transports à l'arrêt, générateurs hors service : la crise énergétique pèse lourdement sur la vie quotidienne et sur l'économie nationale.

Le JNIM justifie ce blocus comme une mesure de représailles à la décision du gouvernement malien d'interdire la vente de carburant en dehors des stations-service, notamment en milieu rural. Cette mesure visait à priver les groupes armés de leurs sources d'approvisionnement en essence et en gazoil, souvent acheminés clandestinement dans des bidons.

Des pertes humaines et économiques

Outre les conséquences économiques et sociales, le blocus s'accompagne d'une recrudescence des attaques contre les camions-citernes transportant le carburant depuis les pays voisins. Selon les autorités maliennes, ces attaques provoquent régulièrement des pertes humaines : plusieurs chauffeurs et civils auraient péri, brûlés dans les explosions qui suivent l'embrasement des véhicules.

Pays enclavé et dépendant de ses voisins pour ses importations — notamment du Sénégal et de la Côte d'Ivoire —, le Mali voit ainsi sa vulnérabilité logistique mise à nu. Les routes d'approvisionnement sont devenues des cibles de choix pour les groupes jihadistes, qui cherchent à asphyxier l'État malien sur le plan économique.

Une situation à haut risque

Alors que les réserves s'amenuisent et que les prix du carburant flambent sur le marché noir, les autorités maliennes font face à un double défi : sécuriser les convois et rétablir un minimum d'approvisionnement pour la population.

L'intervention d'Assimi Goïta, jugée tardive par certains observateurs, traduit une volonté de reprendre la main sur une crise qui menace la stabilité du pays. Mais sur le terrain, la situation demeure critique, et la population attend désormais des mesures concrètes pour sortir de l'impasse.



PPA-CI — Arrestation de Damana Pickass pour appels à l'insurrection



Le procureur de la République près le Tribunal de première instance d'Abidjan a annoncé, mardi 4 novembre 2025, l'interpellation de Damana Adia Pickass, vice-président du Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI).

Selon un communiqué officiel, l'arrestation a été effectuée par la police nationale à Bingerville.

Le mis en cause, présenté comme coordonnateur général du comité opérationnel du Front commun, est accusé d'avoir joué un rôle majeur dans la diffusion d'appels publics à l'insurrection, à la suite de l'interdiction d'une marche prévue le 11 octobre 2025 par deux formations politiques.

Des discours jugés incitatifs à la violence.

Le procureur affirme que Damana Pickass et d'autres responsables politiques auraient, à travers diverses déclarations publiques, encouragé le renversement des institutions de la République. Ces prises de parole auraient été diffusées avant la marche interdite du 11 octobre, mais également durant la période du scrutin présidentiel du 25 octobre 2025.

D'après le communiqué, ces appels auraient conduit à la formation d'attroupements armés et non armés dans plusieurs localités du pays. Le parquet évoque des actes de violence graves, parmi lesquels des assassinats, des vols à main armée, des extorsions de fonds, ainsi que des destructions de biens publics et privés. Des incendies, des atteintes à l'intégrité physique et des perturbations du processus électoral, notamment la destruction de matériel de vote, sont également mentionnés.

Une procédure judiciaire en cours

Le procureur de la République, également directeur de la section antiterroriste, a réaffirmé la fermeté des autorités judiciaires face à ces événements.

« Ces infractions ne resteront pas impunies », a-t-il déclaré, promettant que tous les auteurs, complices et commanditaires seront recherchés, interpellés et jugés, sans considération de leur rang ni de leur appartenance politique.

Réaction du PPA-CI

Le PPA-CI, principal parti d'opposition, avait rejeté les résultats de l'élection présidentielle du 25 octobre 2025, qu'il juge « non crédible ». Le parti a par ailleurs annoncé de nouvelles actions politiques, dont une marche prévue le samedi 8 novembre 2025.

Cette interpellation intervient dans un climat politique tendu, marqué par une forte polarisation entre le pouvoir et l'opposition. Les prochains jours s'annoncent déterminants pour l'évolution de cette affaire et pour la stabilité politique du pays.



En savoir plus : <https://www.yodan.ci/>

(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Cote d'Ivoire



01 ÉTHIOPIE

le méga aéroport de Bishoftu, d'un coût de 12,7 milliards de dollars, séduit les investisseurs européens à Paris.

02 BURKINA FASO

Air Burkina renforce sa flotte avec un nouvel Embraer 190, symbole de résilience nationale.

le méga aéroport de Bishoftu, d'un coût de 12,7 milliards de dollars, séduit les investisseurs européens à Paris



Présenté comme le futur plus grand aéroport d'Afrique, le projet de Bishoftu, près d'Addis-Abeba, a été au centre du forum d'investissement Europe-Éthiopie, organisé lundi 3 novembre au siège du Medef, à Paris. Avec un coût estimé à 12,7 milliards de dollars, cette infrastructure incarne les ambitions économiques et aériennes du pays.

Situé à une quarantaine de kilomètres au sud-est de la capitale éthiopienne, le futur aéroport international de Bishoftu ambitionne de transformer l'Éthiopie en un hub aérien incontournable sur le continent. Appelé à remplacer l'aéroport Bole d'Addis-Abeba, aujourd'hui saturé avec près de 25 millions de passagers par an, le nouveau complexe devrait à terme en accueillir jusqu'à 100 millions, devenant ainsi le plus grand aéroport d'Afrique.

Le ministre éthiopien des Finances, Ahmed Shide, a qualifié cette infrastructure de « critique pour consolider le rôle de l'Éthiopie comme hub aérien africain ». Le projet, piloté par Ethiopian Airlines, est encore en phase préparatoire, mais les premières étapes ont déjà été engagées : environ 2 500 fermiers ont été déplacés et relogés, pour un coût estimé à 350 millions de dollars, selon Mesfin Tasew Bekele, directeur général de la compagnie nationale.

Estimé à 12,7 milliards de dollars (près de 11 milliards d'euros), le chantier de Bishoftu bénéficie déjà d'un appui financier international conséquent. La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé un engagement de 500 millions de dollars, tandis que des discussions sont en cours avec plusieurs grandes institutions : la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Development Finance Corporation (DFC) américaine.



PCe forum d'investissement — le premier du genre entre l'Europe et un pays africain — a mis en lumière l'intérêt croissant des investisseurs européens pour le marché éthiopien.

« Vous êtes les bienvenus pour exporter en France et en Europe », a lancé Fabrice Le Saché, vice-président du Medef, saluant la croissance de 8,4 % enregistrée par l'économie éthiopienne sur l'exercice 2024/2025.

Le ministre français du Commerce extérieur, Nicolas Forissier, a souligné « la vitalité du partenariat franco-éthiopien », rappelant les visites croisées en 2024 du président Emmanuel Macron et du Premier ministre Abiy Ahmed. Ces échanges diplomatiques ont consolidé la coopération bilatérale, notamment dans les domaines du transport, de l'énergie et de la formation professionnelle.

De son côté, Geza Strammer, représentant de la Commission européenne, a mis en avant le rôle clé de l'Union européenne, « deuxième partenaire commercial de l'Éthiopie et premier débouché à l'export ». Il a salué les réformes économiques entreprises par Addis-Abeba — notamment la libéralisation du taux de change — et annoncé la tenue d'un forum UE-Éthiopie à Addis-Abeba en avril 2026, destiné à renforcer encore les liens économiques entre les deux partenaires.

Le projet de Bishoftu illustre la volonté de l'Éthiopie de se positionner comme un acteur majeur du transport aérien africain, mais aussi comme un pôle économique stratégique au cœur du continent. Pour les investisseurs réunis à Paris, ce chantier colossal représente à la fois un défi logistique et une opportunité de croissance à long terme — symbole d'une Afrique en pleine transformation, tournée vers l'avenir.



BURKINA FASO : AIR BURKINA RENFORCE SA FLOTTE AVEC UN NOUVEL EMBRAER 190, SYMBOLE DE RÉSILIENCE NATIONALE

La compagnie nationale Air Burkina vient d'enrichir sa flotte avec l'arrivée d'un nouvel appareil Embraer 190, réceptionné ce jeudi à l'aéroport international de Ouagadougou. Cet événement marque une étape importante dans la relance du transport aérien burkinabè et traduit la volonté du pays de renforcer ses capacités dans un contexte de redynamisation nationale.

Une acquisition porteuse d'espoir

Présent lors de la cérémonie de réception, le ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale et de la Mobilité, Émile Zerbo, a salué cette acquisition rendue possible « grâce à la mobilisation de l'ensemble des Burkinabè ». Selon lui, ce nouvel avion illustre la résilience et la détermination du peuple burkinabè à faire de leur compagnie nationale un acteur majeur du transport aérien régional.

« Cette acquisition est le fruit des efforts des Burkinabè, sous la houlette de leur président, Son Excellence le capitaine Ibrahim Traoré. Air Burkina est de retour », a déclaré le ministre Émile Zerbo.

Il a également exhorté le personnel de la compagnie à faire preuve de professionnalisme, de discipline et de patriotisme, des valeurs essentielles pour assurer la pérennité et le rayonnement d'Air Burkina.

« Je pense à ce personnel très joyeux. Je veux lui dire qu'il travaille, qu'il s'engage, qu'il soit patriote, parce qu'Air Burkina doit rester Air Burkina. Elle survit depuis 1967, il n'y a pas de raison qu'elle ne continue pas ainsi », a-t-il ajouté.

Une flotte renforcée pour une nouvelle dynamique

Avec cette nouvelle acquisition, Air Burkina enregistre l'arrivée de son deuxième appareil depuis septembre 2024. L'Embraer 190, d'une capacité de 98 passagers, est reconnu pour sa fiabilité, son confort et ses performances en matière de sécurité. Il vient ainsi répondre aux besoins croissants des voyageurs et renforcer la compétitivité de la compagnie sur le marché sous-régional.

Cette étape symbolise non seulement la renaissance d'Air Burkina, mais aussi la fierté nationale d'un peuple attaché à la survie et au développement de sa compagnie aérienne.

Le gouvernement appelle par ailleurs tous les Burkinabè et amis du Burkina à soutenir cette dynamique afin qu'Air Burkina continue de porter haut les couleurs du Faso.





En savoir plus : infos@athari-as.com
+2250759956898 / infos@athari-as.com
Cote d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU



GRAND FORMAT

Sénégal

**LA DETTE CACHÉE QUI ÉBRANLE LA CRÉDIBILITÉ D'UN MODÈLE
AFRICAIN**



Contexte rapide : une révélation qui ébranle Dakar et les marchés

Le Fonds monétaire international (FMI) a confirmé, au terme d'une mission de deux semaines à Dakar, l'existence d'une dette cachée estimée à près de 7 milliards de dollars contractée sous l'administration de l'ancien président Macky Sall. Selon Edward Gemayel, chef de mission du FMI au Sénégal, « jamais en Afrique nous n'avons observé une dette cachée d'une telle ampleur ».

Cette annonce a provoqué un véritable séisme économique et politique. Elle révèle non seulement l'ampleur des engagements financiers accumulés entre 2019 et 2024, mais aussi la fragilité du système de gestion budgétaire sénégalais.

Les premiers éléments évoquent des engagements non déclarés — arriérés de paiement, dettes d'entreprises publiques, garanties implicites et passifs hors bilan — qui auraient été exclus des rapports officiels transmis au FMI et à la Banque mondiale. En conséquence, la dette publique du Sénégal, initialement évaluée à environ 74 % du PIB, pourrait en réalité approcher ou dépasser 100 %, bouleversant l'image de rigueur financière que le pays cultivait jusqu'alors.

Pourquoi ce sujet est majeur

La révélation de cette dette cachée dépasse largement le cadre comptable. Elle pose la question fondamentale de la **souveraineté économique** et de la **crédibilité de l'État sénégalais** vis-à-vis de ses partenaires financiers et de ses citoyens.

Le Sénégal, longtemps présenté comme un **modèle de stabilité macroéconomique** et un élève discipliné des institutions de Bretton Woods, voit cette réputation

gravement entachée. La dissimulation partielle de la dette publique jette un doute sur la fiabilité des statistiques nationales et sur la transparence de la gouvernance budgétaire.

Pour les bailleurs internationaux, cette situation remet en cause la confiance nécessaire à tout financement. Elle pourrait se traduire par une hausse du coût du crédit, une dégradation durable des notations souveraines (déjà abaissées à trois reprises en un an par Moody's) et un gel temporaire des appuis budgétaires.

Sur le plan intérieur, cette révélation risque d'alimenter les tensions politiques dans un contexte post-transition, et d'imposer au gouvernement de Bassirou Diomaye Faye des réformes douloureuses : audit intégral, rationalisation des dépenses publiques, recentrage des investissements, et lutte accrue contre la mauvaise gestion.



Les acteurs en présence

Des pertes humaines et économiques

L'ancienne administration est directement mise sous les projecteurs dans l'affaire de la dette cachée. Le rapport de la Cour des comptes du Sénégal a révélé une dette publique estimée à 99,7 % du PIB fin 2023, contre environ 74 % auparavant, ce qui suggère une sous-déclaration massive des engagements.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les passifs « cachés » pourraient s'élever à près de 7 milliards de dollars entre 2019 et 2024.

L'administration de Macky Sall se retrouve donc confrontée à une double critique : d'une part, la responsabilité politique de ces engagements non déclarés, d'autre part la perte de crédibilité du pays dans ses relations avec les partenaires financiers.

Des pertes humaines et économiques

Le nouveau gouvernement, issu de l'élection de 2024, a rapidement lancé un travail d'audit global pour mesurer l'ampleur des engagements non déclarés et restaurer la transparence vis-à-vis des bailleurs. Il a demandé que soient publiés les résultats des arriérés et que la gestion de la dette soit centralisée dans un ministère clairement identifié. Le FMI a salué ces démarches comme allant dans la bonne direction mais reste prudent tant que les résultats complets ne sont pas vérifiés.

Le gouvernement fait face à un défi de communication majeur : il doit à la fois rassurer les investisseurs et les partenaires financiers tout en préparant des réformes susceptibles d'être impopulaires à court terme. Dans ce contexte, son rôle est celui de l'« héritier » d'une situation difficile mais aussi de l'architecte d'une nouvelle gestion budgétaire transparente.



Des pertes humaines et économiques

Le FMI joue un rôle central dans cette crise. Après avoir confirmé l'existence des passifs non déclarés, il a suspendu l'avancement d'un programme d'appui budgétaire tant que les données n'étaient pas clarifiées et les réformes mises en œuvre. Cette suspension envoie un signal fort à tous les bailleurs : la transparence et la discipline budgétaire ne sont plus des options, mais des conditions sine qua non pour tout soutien futur. D'autres institutions multilatérales, banques de développement et donateurs bilatéraux observent de près la capacité du Sénégal à reformer ses mécanismes de gestion de la dette et à contrôler les engagements hors bilan.

La découverte de cette dette cachée a des effets profonds, multidimensionnels, qui touchent à la fois l'économie – publique et privée –, la stabilité financière du pays, et la cohésion sociale.

Perte de confiance des investisseurs et hausse du coût de refinancement

La révélation d'engagements non déclarés a immédiatement fragilisé la confiance des marchés vis-à-vis du pays. L'augmentation du coût de financement public se traduit par des taux plus élevés exigés pour les nouveaux emprunts, ce qui alourdit encore la charge de la dette. Ce phénomène crée un cercle vicieux : plus il faut emprunter à un coût élevé, plus la charge s'alourdit, réduisant la marge de manœuvre budgétaire.

Risque de restructuration ou de reprofilage de la dette

Face à l'ampleur de l'endettement, il est évoqué la possibilité qu'un reprofilage - extension des maturités, modification des conditions - voire une restructuration - réduction du principal ou des intérêts - de la dette soit nécessaire. Cette perspective intensifie l'incertitude pour les créanciers et pour l'État, qui doit en même temps négocier et restaurer sa crédibilité. Le refus ou le retard dans ces réformes peut conduire à un événement de crédit, avec des conséquences lourdes pour l'accès aux marchés financiers internationaux.

Impact sur les finances publiques : réduction des marges de manœuvre, nécessité d'austérité, réforme fiscale

La montée spectaculaire de la dette publique limite fortement la capacité de l'État à financer ses politiques publiques. Le coût du service de la dette augmente (par exemple, une hausse de 44,5 % du service de la dette au quatrième trimestre 2024 par rapport à l'année précédente). Les ressources disponibles pour l'éducation, la santé, les infrastructures ou encore la défense sont réduites au profit de paiements d'intérêts et de remboursement. Dans ce contexte, le gouvernement pourrait mettre en œuvre des mesures d'austérité : suppression ou réduction des subventions (énergie, carburant), mobilisation accrue des recettes fiscales, rationalisation des dépenses. Cela aurait pour conséquence de freiner l'investissement public, compromettre les promesses de campagne et générer une pression sociale.

Effets sur l'économie réelle : ralentissement de l'investissement, chômage, tensions sociales

Le resserrement budgétaire et financier a des répercussions directes sur l'économie réelle. Les projets d'infrastructures peuvent être retardés ou annulés, ce qui freine l'investissement public et privé. Le manque de financement et la montée du coût du crédit peuvent dissuader les investisseurs étrangers ou locaux. Dans un contexte de croissance affaiblie, l'emploi peut pâtir, en particulier dans les secteurs dépendants des investissements publics. Par ailleurs, la réduction des dépenses sociales et l'augmentation possible des taxes peuvent générer des tensions sociales et un mécontentement populaire, surtout si la population perçoit un effort asymétrique (« on baisse les services mais on monte les impôts »).

Implications pour la souveraineté nationale et la gouvernance : transparence, responsabilité, réorganisation de la gestion de la dette

Au-delà de la dimension purement économique, la crise révèle un enjeu de gouvernance publique et de souveraineté. Le fait que des dettes importantes aient pu être dissimulées par l'État pose une question de responsabilité politique, de contrôle démocratique des finances publiques, et de transparence budgétaire. Le gouvernement est désormais placé sous l'obligation de réformer les mécanismes : centraliser la gestion de la dette, publier l'audit complet des arriérés, renforcer les institutions de supervision budgétaire. Cette nécessité engendre à la fois un coût politique et un changement de culture administrative. Si ces réformes ne sont pas mises en œuvre, la souveraineté économique du pays peut être menacée (par exemple, dépendance accrue à l'égard des bailleurs ou des marchés financiers pour financer des engagements).

Le Sénégal dans la dynamique africaine et globale

L'affaire sénégalaise s'inscrit dans une histoire plus large des « dettes cachées » en Afrique, avec un précédent emblématique : le scandale des « tuna bonds » au Mozambique. Là-bas, des emprunts d'environ 2 milliards USD non divulgués ont conduit, dès 2016, à la suspension des appuis du FMI, à une crise budgétaire profonde et à des poursuites internationales qui se poursuivent encore ; d'anciens responsables ont été condamnés, la justice américaine et britannique a sanctionné des acteurs financiers, et Maputo a obtenu des indemnisations partielles. La similitude tient à la dissimulation d'engagements hors bilan et à la rupture de confiance avec les bailleurs ; la différence majeure, à ce stade, est l'ordre de grandeur et la structure de la dette : au Sénégal, l'empilement de passifs d'entreprises publiques et d'arriérés gonfle le ratio d'endettement et brouille la frontière entre dette centrale et quasi-dette, quand au Mozambique le montage opaque lié à des entreprises publiques ad hoc a mené à un choc de solvabilité plus immédiat.

Sur les marchés internationaux, la révélation des passifs non déclarés a pesé sur la note souveraine et renchérit le coût du capital. Les agences ont abaissé la note du Sénégal en 2024-2025, en pointant la dérive de l'endettement et l'incertitude sur la trajectoire budgétaire ; S&P a dégradé la notation à B- avec perspective négative, tandis que Moody's a procédé à plusieurs baisses, ce qui s'est traduit par une hausse des rendements des euro-obligations et par une fenêtre d'accès aux marchés plus étroite et plus chère.

Le rôle des institutions internationales reste déterminant pour reconstituer un ancrage de crédibilité. Le FMI a prolongé sa mission à Dakar début novembre 2025 et conditionne la reprise d'un programme à des mesures de transparence et de gouvernance, notamment la publication intégrale des audits et la recentralisation de la dette. En attendant, le pays a accéléré son recours aux financements régionaux de l'UEMOA, mobilisant des montants nettement supérieurs au rythme habituel afin de couvrir ses besoins de trésorerie ; cette bascule vers le marché régional offre un relais, mais à des conditions qui restent sensibles au risque perçu et à la qualité de l'ajustement budgétaire.

En dynamique comparée, le « cas Sénégal » souligne deux messages pour la région : d'une part, l'importance systémique des dettes et garanties des entreprises publiques dans la soutenabilité, d'autre part, la valeur des marchés régionaux comme amortisseur lorsque l'accès aux euro-marchés se referme. La sortie « par le haut » suppose une coordination étroite avec le FMI et la Banque mondiale, une normalisation graduelle de la relation avec les agences de notation et une discipline accrue au sein de l'UEMOA pour harmoniser la disclosure des engagements publics et parapublics.





SCÉNARIO INTERMÉDIAIRE : RÉFORMES RALENTIES, TENSIONS PERSISTANTES MAIS PAS DE RUPTURE

Dans un scénario de mise en œuvre partielle ou lente des réformes, les avancées sur la transparence budgétaire seraient réelles mais incomplètes. Le FMI pourrait prolonger les discussions sans procéder à un décaissement immédiat, maintenant une période d'incertitude.

Les marchés financiers régionaux resteraient ouverts mais à des conditions plus onéreuses, tandis que l'accès aux euro-obligations internationales demeurerait restreint. Cette situation provoquerait des tensions de liquidité et une augmentation temporaire du coût de la dette, sans toutefois entraîner un défaut.

Le gouvernement serait alors contraint de reprofiler sa dette – c'est-à-dire renégocier les échéances avec ses créanciers – et de poursuivre des mesures d'austérité sélective pour contenir les dépenses. La croissance serait ralentie mais resterait positive (autour de 3-4 %), portée par les revenus pétroliers émergents et par une certaine résilience du secteur privé.

SCÉNARIO OPTIMISTE : RÉFORMES EFFECTIVES ET RESTAURATION DE LA CONFIANCE

Dans la trajectoire la plus favorable, le gouvernement mettrait rapidement en œuvre les mesures correctrices exigées par le FMI : recentralisation de la gestion de la dette, publication intégrale des audits, discipline budgétaire stricte et transparence accrue des entreprises publiques. Ce respect du calendrier permettrait la reprise du programme de financement de 1,8 milliard USD suspendu par le FMI et une normalisation progressive des relations avec les marchés internationaux.

Dans la trajectoire la plus favorable, le gouvernement mettrait rapidement en œuvre les mesures correctrices exigées par le FMI : recentralisation de la gestion de la dette, publication intégrale des audits, discipline budgétaire stricte et transparence accrue des entreprises publiques. Ce respect du calendrier permettrait la reprise du programme de financement de 1,8 milliard USD suspendu par le FMI et une normalisation progressive des relations avec les marchés internationaux.



SCÉNARIO PESSIMISTE : BLOCAGE DES RÉFORMES ET CRISE DE SOLVABILITÉ



Dans le scénario le plus défavorable, l'absence de réformes structurelles, la détérioration des relations avec le FMI et la perte d'accès durable aux marchés internationaux conduiraient à une crise de confiance majeure. Le pays ne pourrait plus honorer certaines de ses échéances, ce qui forcerait une restructuration de la dette avec ses créanciers bilatéraux et commerciaux.

Une telle issue entraînerait une inflation importée accrue, une contraction des dépenses publiques et une montée du chômage. La population subirait les conséquences sociales d'un ajustement brutal : réduction des subventions, gel des salaires publics, tensions sociales et politiques. La réputation du Sénégal comme pays stable et prévisible serait gravement compromise, repoussant pour plusieurs années son retour sur les marchés internationaux.

Variables à surveiller dans les mois à venir

Quatre facteurs principaux conditionneront l'évolution de la situation :

- Les prix des hydrocarbures et des matières premières, dont dépendent les recettes futures liées aux nouveaux projets pétroliers et gaziers.
- La croissance hors hydrocarbures, indicateur clé de la santé de l'économie réelle et de la capacité à générer des recettes domestiques.
- Le service de la dette, dont la part dans le budget détermine la marge de manœuvre de l'État.
- La crédibilité des politiques publiques, mesurée à la fois par la rigueur budgétaire et par la transparence de la communication gouvernementale.

Ces variables détermineront si le Sénégal parvient à transformer cette crise en opportunité de refondation institutionnelle, ou s'il bascule dans un cycle prolongé de fragilité budgétaire et sociale.

Conclusion

La révélation d'une dette cachée estimée à près de 7 milliards de dollars constitue un véritable électrochoc pour le Sénégal et, au-delà, pour l'ensemble du continent africain. Ce scandale budgétaire met en lumière les failles profondes de la gouvernance financière publique, le déficit de contrôle des entreprises parapubliques et les limites du cadre institutionnel en matière de transparence et de redevabilité. Il s'agit moins d'un accident isolé que d'un symptôme systémique : la dépendance croissante aux financements extérieurs, combinée à une gestion fragmentée des dettes et garanties, a créé un terrain propice à la dissimulation et à la perte de lisibilité des comptes publics.

Cette découverte agit comme un wake-up call pour les autorités sénégalaises, mais aussi pour leurs pairs africains. Elle rappelle que la soutenabilité de l'endettement ne dépend pas uniquement des ratios macroéconomiques, mais surtout de la qualité de la gouvernance : transparence, discipline, et respect des principes de reddition de comptes. Le Sénégal, longtemps cité en exemple pour sa stabilité macroéconomique et son attractivité, voit sa crédibilité mise à rude épreuve. Il lui faut désormais regagner la confiance des bailleurs, des investisseurs et de sa propre population, en démontrant sa volonté politique de rompre avec les pratiques opaques du passé.

L'appel à l'action est clair : le pays doit restaurer la transparence budgétaire, réformer en profondeur la gestion de la dette, renforcer la supervision parlementaire et citoyenne, et moderniser les institutions financières publiques. Ces efforts conditionneront non seulement la reprise du soutien du FMI et la stabilisation de la dette, mais aussi la capacité du Sénégal à retrouver sa marge de manœuvre économique et à poursuivre son ambition d'émergence dans un contexte mondial incertain.

Enfin, cette crise ouvre un débat plus large sur la gouvernance financière en Afrique. Comment éviter que d'autres nations ne connaissent des dérives similaires ? Comment garantir une transparence effective dans les dettes publiques et parapubliques ? Comment renforcer le rôle des parlements, des cours des comptes et de la société civile dans le contrôle des engagements de l'État ?

Les réponses à ces questions détermineront non seulement l'avenir du Sénégal, mais aussi la crédibilité économique du continent africain dans un monde où la confiance et la transparence sont devenues des ressources stratégiques.





01 CAN 2025
la diaspora africaine en France prépare une marée humaine vers le Maroc — plus de 100 000 billets déjà achetés

03 TANZANIE
l'opposition évoque près de 700 morts dans les violences post-électorales

05 SOUDAN
la CPI alerte sur de possibles crimes de guerre et crimes contre l'humanité à El-Fasher

02 MALI
les États-Unis et le Royaume-Uni évacuent leur personnel non essentiel face à la montée des risques sécuritaires

04 NIGERIA
Abuja rejette les accusations de persécution religieuse après les menaces d'intervention de Donald Trump

06 RDC
le M23 installe un système judiciaire parallèle dans l'Est du pays, près de 400 magistrats recrutés

CAN 2025 : la diaspora africaine en France prépare une marée humaine vers le Maroc — plus de 100 000 billets déjà achetés

À l'approche de la Coupe d'Afrique des Nations 2025, prévue du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026, la passion monte en flèche au sein de la diaspora africaine. Plus de 100 000 billets ont été achetés depuis la France, un record qui témoigne de l'ampleur de l'engouement.



L'engouement dépasse les frontières françaises : la Belgique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et le Canada comptent également plusieurs milliers de billets vendus, annonçant une véritable marée humaine dans les stades marocains. Le Maroc, pour sa part, se prépare activement à accueillir la compétition dans six grandes villes — Casablanca, Rabat, Tanger, Marrakech, Agadir et Fès — avec des infrastructures modernisées et un dispositif logistique renforcé. Les compagnies aériennes, dont Royal Air Maroc, prévoient des vols supplémentaires pour répondre à la forte demande.

Au-delà du sport, cette CAN s'impose comme une célébration du continent africain et de sa diaspora. En France, la compétition est vécue comme un moment de fierté et de communion, reliant les générations autour des valeurs de solidarité et d'identité. La CAN 2025 s'annonce ainsi comme l'une des plus vibrantes de l'histoire, symbole d'un continent fier, uni et tourné vers l'avenir.



Les États-Unis et le Royaume-Uni ont annoncé l'évacuation de leur personnel diplomatique non essentiel et de leurs familles du Mali, face à une dégradation rapide de la situation sécuritaire. Les deux pays évoquent une montée des risques à Bamako, où les ambassades sont placées sous haute vigilance. Washington et Londres conseillent également à leurs ressortissants d'éviter tout déplacement non essentiel, traduisant une inquiétude partagée face à l'instabilité croissante dans le pays. Cette décision marque un nouveau tournant dans la perception internationale de la crise malienne, désormais jugée particulièrement préoccupante.

Mali : les États-Unis et le Royaume-Uni évacuent leur personnel non essentiel face à la montée des risques sécuritaires

Ces retraits diplomatiques rappellent les évacuations déjà observées dans d'autres pays du Sahel et confirment l'isolement croissant du Mali sur la scène internationale. Les relations tendues avec les puissances occidentales, depuis le rapprochement avec la Russie, fragilisent davantage la position du pays. Face à cette conjoncture, le Mali doit affronter simultanément des crises sécuritaire, économique et diplomatique majeures, qui menacent la stabilité de son régime et l'avenir de sa population. L'avenir du pays dépendra désormais de sa capacité à restaurer la confiance internationale tout en répondant aux besoins urgents de sa population.

Depuis plusieurs semaines, la capitale malienne subit les conséquences d'un blocus imposé par des groupes jihadistes, qui entravent les principales routes d'approvisionnement. Ce siège informel provoque de graves pénuries de carburant et perturbe l'économie, accentuant le mécontentement de la population. Les autorités de transition, issues du coup d'État de 2021, peinent à rétablir la sécurité et à garantir les flux logistiques essentiels, aggravant le climat d'insécurité et d'incertitude. Dans ce contexte tendu, la population vit dans la crainte d'un isolement total et d'une aggravation des conditions de vie quotidiennes.



Tanzanie : l'opposition évoque près de 700 morts dans les violences post-électorales

Le principal parti d'opposition tanzanien, Chadema, affirme que près de 700 personnes ont perdu la vie depuis le 29 octobre dans les violences post-électorales qui secouent la Tanzanie. Les affrontements les plus meurtriers ont été enregistrés à Dar es-Salaam et Mwanza, où plusieurs centaines de morts sont dénombrées. Selon Chadema, ces chiffres s'appuient sur des témoignages hospitaliers et des observations de terrain, tandis qu'une source sécuritaire citée par l'AFP évoque un bilan similaire sans précision. Cette flambée de violence illustre la gravité de la crise politique qui traverse actuellement le pays.

Ces violences éclatent dans un climat électoral extrêmement tendu, où l'opposition dénonce des fraudes massives et une répression sanglante de ses partisans. Les autorités appellent au calme sans publier de chiffres officiels, tandis que la communauté internationale demande une enquête indépendante et un dialogue national pour apaiser les tensions. La situation demeure explosive, faisant craindre une nouvelle escalade si aucune mesure concrète n'est prise rapidement.



NIGERIA : ABUJA REJETTE LES ACCUSATIONS DE PERSÉCUTION RELIGIEUSE APRÈS LES MENACES D'INTERVENTION DE DONALD TRUMP

Le gouvernement nigérian a vigoureusement rejeté les accusations américaines de persécution religieuse après les menaces de Donald Trump d'une possible intervention pour « protéger les chrétiens ». Le ministre des Affaires étrangères, Yusuf Tuggar, a rappelé que la Constitution garantit la liberté de culte et qu'aucune autorité, fédérale ou locale, ne saurait tolérer une discrimination fondée sur la religion. Il a averti contre toute tentative de division du pays sur des bases religieuses ou ethniques, soulignant que le Nigeria, fort de 230 millions d'habitants, ne pouvait se permettre de connaître un sort semblable à celui du Soudan. Face à la médiatisation croissante de cette controverse, le gouvernement a insisté sur la nécessité de distinguer les violences criminelles des conflits confessionnels. M. Tuggar a aussi accusé certains acteurs étrangers de diffuser de fausses informations pour déstabiliser le pays. Selon lui, ces déclarations extérieures risquent d'attiser les tensions internes et de nuire à la cohésion nationale. Il a enfin appelé les partenaires internationaux à appuyer le Nigeria dans ses efforts de développement plutôt que de semer la discorde.



La CEDEAO, appuyée par plusieurs experts, a dénoncé une instrumentalisation du facteur religieux dans l'analyse des violences qui frappent le Nigeria. Ces conflits, selon eux, touchent aussi bien les musulmans que les chrétiens et trouvent leurs racines dans des causes économiques, foncières et sécuritaires plutôt que confessionnelles. Malgré la menace d'ingérence évoquée par M. Trump, le président Tinubu et l'armée nigériane ont insisté sur la volonté de préserver l'unité nationale. Abuja appelle à la coopération internationale contre le terrorisme, tout en réaffirmant sa souveraineté et son engagement à maintenir la stabilité d'un pays soumis à de multiples crises internes. Les autorités nigérianes soulignent également que la lutte contre Boko Haram et les bandes armées nécessite des solutions régionales et non une intervention étrangère. Elles mettent en avant la coordination croissante entre les pays du Sahel pour contenir l'insécurité. Des observateurs rappellent que l'économie nigériane, première d'Afrique, reste un pilier essentiel de la stabilité régionale. Enfin, plusieurs organisations locales appellent à renforcer la justice sociale et le dialogue interreligieux pour réduire les tensions durables.



la CPI alerte sur de possibles crimes de guerre et crimes contre l'humanité à El-Fasher

Le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a mis en garde, lundi 3 novembre, contre de possibles crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis à El-Fasher, dans l'ouest du Soudan. Après la prise de cette ville stratégique par les Forces de soutien rapide (FSR), les témoignages d'exactions se multiplient, sur fond de violences généralisées contre les civils.

Après dix-huit mois de siège, les paramilitaires dirigés par le général Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemedti, ont conquis le 26 octobre El-Fasher, dernier bastion échappant à leur contrôle au Darfour. Depuis, les organisations humanitaires et les Nations unies font état d'exécutions sommaires, de violences sexuelles, de pillages et d'attaques contre des travailleurs humanitaires, des faits corroborés par des images satellites et des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux par les combattants eux-mêmes.

Dans un communiqué, le bureau du procureur de la CPI a indiqué que ces actes « pourraient constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ». L'institution, basée à La Haye, enquête déjà depuis deux ans sur les violences commises depuis avril 2023 au Darfour, dans le cadre du conflit opposant l'armée régulière soudanaise aux FSR. Les récentes atrocités signalées à El-Fasher ont été intégrées à cette enquête.

Le bureau du procureur invite toute personne disposant de preuves à les transmettre via un coffre-fort électronique sécurisé, mis à disposition sur Internet.

Une commission d'enquête interne contestée

Dans la foulée de la prise d'El-Fasher, le général Hemedti a annoncé la création d'une commission d'enquête interne au sein des FSR — une initiative perçue comme une tentative de désamorcer les critiques internationales, voire d'échapper à d'éventuelles poursuites de la CPI. En vertu du principe de complémentarité, la Cour n'intervient en effet que si les autorités nationales ne mènent pas elles-mêmes d'enquêtes ou de poursuites crédibles.

Malgré cette annonce, la CPI poursuit la préparation de nouveaux mandats d'arrêt visant les responsables présumés des crimes les plus graves.

Une justice internationale encore limitée

Saisie par le Conseil de sécurité des Nations unies il y a plus de vingt ans pour juger les crimes commis au Darfour, la CPI n'a jusqu'à présent condamné qu'un seul chef milicien janjawid. Ce bilan limité illustre les difficultés persistantes de la justice internationale à agir efficacement au Soudan, où le conflit a déjà provoqué des milliers de morts et des déplacements massifs de populations vers le Kordofan et les pays voisins.

Alors que la communauté internationale s'inquiète d'une aggravation de la crise humanitaire, la mise en garde du procureur de la CPI sonne comme un nouvel appel à la responsabilité, dans un pays ravagé par des décennies de guerre et d'impunité.

RDC

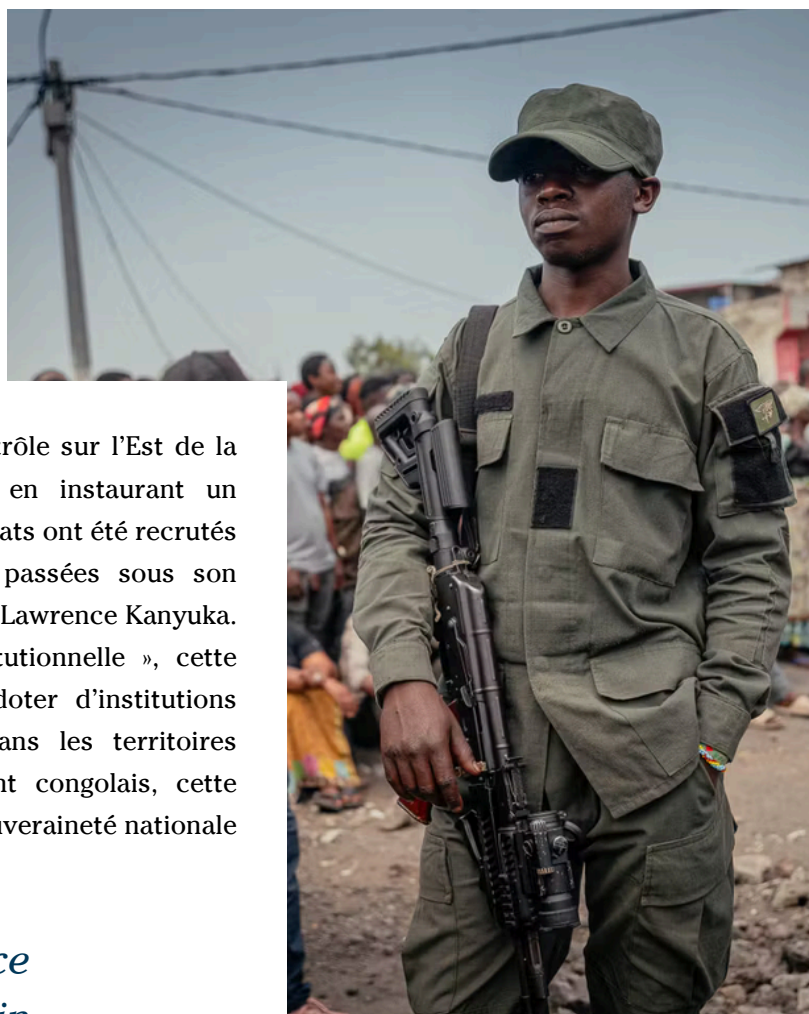
Le M23 installe un système judiciaire parallèle dans l'Est de la RDC

Le mouvement rebelle M23 consolide son contrôle sur l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) en instaurant un système judiciaire parallèle. Près de 400 magistrats ont été recrutés pour administrer la justice dans les zones passées sous son autorité, selon un communiqué du porte-parole Lawrence Kanyuka. Présentée comme une « reconstruction institutionnelle », cette initiative illustre la volonté du M23 de se doter d'institutions propres et d'imposer un ordre alternatif dans les territoires échappant à Kinshasa. Pour le gouvernement congolais, cette démarche constitue une atteinte directe à la souveraineté nationale et un défi ouvert à l'État central.

Consolidation de la gouvernance rebelle et exactions sur le terrain

Sur le terrain, la gouvernance rebelle s'est renforcée depuis la prise de Goma et de Bukavu, marquée par l'éviction de l'armée, de la police et des fonctionnaires congolais. Le M23 a mis en place des forces de sécurité, des organes administratifs et désormais un appareil judiciaire.

Cependant, les Nations unies et plusieurs ONG accusent le groupe d'exercer son pouvoir par la force, multipliant les exactions et provoquant d'importants déplacements de populations. Jusqu'ici, la justice du M23 reposait sur des structures informelles et des milices, mais sa formalisation inquiète la communauté internationale qui redoute une consolidation durable de cette gouvernance parallèle.



Accords de paix fragilisés et souveraineté menacée

Cette initiative intervient alors que les accords de paix entre la RDC et le Rwanda sont fragilisés par la reprise des combats. Malgré les engagements pris à Washington et Doha, les affrontements se poursuivent, chaque camp s'accusant de violer la trêve. Le président Félix Tshisekedi prévoit de relancer les discussions de paix avec Paul Kagame sous médiation américaine, mais les perspectives demeurent incertaines. En attendant, la mise en place d'un appareil judiciaire rebelle traduit l'enracinement du M23 et souligne l'impuissance de l'État congolais à rétablir son autorité dans l'Est du pays, où la paix reste une promesse lointaine.

Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Suivez-nous sur :



visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamaniè

N° 074 - 07/11/2025